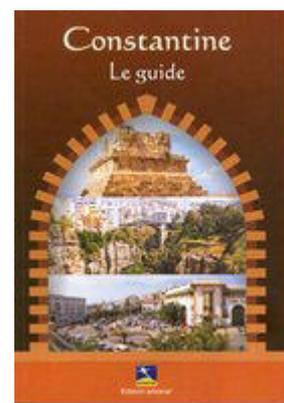


Un guide touristique pour le Vieux Rocher

Désormais, la ville des Ponts a un guide touristique. En effet, la maison Amanar production, située dans la wilaya de Annaba, vient de concevoir et d'éditer un guide touristique consacré à Constantine, son histoire, ses traditions, ses figures emblématiques et sa culture.



Cet ouvrage nous invite à découvrir la ville de près, au plus profond d'une glorieuse richesse. L'on revisitera ainsi les différentes civilisations qui se sont succédé dans cette cité antique, avec ses différents noms, dont Cirta. Sous forme de récit de voyage, ce guide de 116 pages et d'un format poche, offre aux touristes un aperçu assez exhaustif des nombreux sites, vestiges et autres monuments historiques constantinois. Les illustrations y sont nombreuses, montrant les multiples facettes de la capitale de l'Est algérien. Entre ses ponts mythiques, qui ont su résister au temps, et ce téléphérique représentant un certain modernisme, le lecteur ne peut être que conquis, et c'est l'eau à la bouche qu'il parcourra ce guide. Les concepteurs de ce dernier, réalisé de fort belle manière, n'ont pas manqué de s'étaler également sur la culture et les traditions, tant gastronomiques que vestimentaires d'une ville à l'histoire deux fois millénaires.

« Ce guide, disent-ils, est la consécration d'un travail collectif conçu et réalisé en guise de modeste contribution à l'immense élan de renouveau qui fait fleurir la ville de Massinissa, premier fondateur d'un Etat berbère indépendant sur les terres de Numidie et qui avait fait de Cirta, l'ancienne Sarim Batim, la capitale de son royaume. » Le livre, très utile, aussi bien pour les connaisseurs que les profanes, est un véritable outil instructif pour les touristes étrangers désirant découvrir l'antique Cirta. Il compte notamment des informations pertinentes avec une carte de la vieille ville, en plus d'adresses à retenir. En effet, on peut y découvrir un flash sur l'Algérie (situation et données géographiques) et des figures emblématiques, à l'image de Massinissa, Jugurtha, Constantin, Salah Bey, Alphonse Laveran et le fameux Émile Morinaud (maire de Constantine entre 1901 et 1934), à qui on doit la construction des ponts, le Monument aux morts et le musée de la ville.

Des noms sportifs ne sont pas en reste, puisque Alfred Nakache et Alphonse Halimi, champions du monde de nation et de boxe, sont cités dans ce guide, qui consacre encore un chapitre au malouf à travers ses artistes les plus connus, tels Hadj Mohammed-Tahar Fergani et Rahmani Salah. L'idée est donc à saluer, et l'initiative à encourager, vu que notre ville manque terriblement de ce genre d'ouvrages. À une époque où le tourisme s'inscrit comme une valeur économique sûre, avec laquelle il faudra compter, ce livre, disponible depuis quelques jours dans certaines librairies de la ville, ne peut qu'être de bon augure pour le futur développement du secteur.

Boutef-Acte III : Quel avenir pour les libertés ?

En mars 2004, le documentariste Malek Bensmaïl s'embarque caméra à l'épaule dans la campagne du candidat Ali Benflis. Il voulait filmer de l'intérieur une campagne électorale et celle de 2004, faut-il le concéder, offrait tous les ingrédients d'un « thriller politique » relevé.



Malek Bensmaïl avait sollicité les staffs des deux candidats les plus en vue à l'époque, en l'occurrence Abdelaziz Bouteflika et Ali Benflis, pour les besoins de son film. Finalement, le documentaire sera centré entièrement sur la campagne de Ali Benflis, le staff de Bouteflika s'étant montré peu coopératif et cela donnera Le Grand jeu (2005). L'opus, dont nous avons réussi à nous débrouiller une copie à grand-peine grâce au concours de notre ami SAS (Sid-Ahmed Semiane), s'il est effectivement articulé, d'un point de vue « dramaturgique », autour du personnage de Ali Benflis, comme fil conducteur, est loin de se réduire à une œuvre de propagande au profit de l'ancien chef de gouvernement sous Bouteflika. Le film a le mérite de dépasser justement son prétexte et de s'imposer comme un document de sociologie politique à l'état brut, un matériau en or pour quiconque s'intéresserait à « l'anthropologie électorale » de l'Algérie. Il montre le pays profond, l'Algérie des parias et des déshérités, et les visages des électeurs, lassés de tout et burinés par la misère. On y voit aussi, pêle-mêle, les coulisses du pouvoir, l'anti-chambre des QG de campagne, les désirs, les délires et les fantasmes de grandeur de nos hommes politiques. Il met à nu les jeux d'alliance, les réseaux souterrains, le poids du tribalisme, du régionalisme, le tout en dressant un portrait saisissant de nos candidats, leur psychologie, leurs référants et leur background. Le film souligne, en filigrane, la difficulté incommensurable pour un candidat de l'opposition de se positionner contre le candidat du pouvoir, et ce, dans un pays où le président en exercice rafle toutes les allégeances, lui qui incarne à la fois l'image du père, du parrain et du patriarche, voire du prophète. Du messie. Le Grand Jeu chute sur le froid que jette ce soir pluvieux du 8 avril 2004 sur Alger avec le triomphe du pouvoir sur la démocratie par un score lourd de 83% pour Bouteflika contre seulement 7% pour son challenger le plus costaud. Le dernier plan se fige sur le visage déconfit d'un Benflis en proie à une dure désillusion face à la brutalité du système. Ce film, très instructif – on ne le dira pas assez – en termes de sociologie électorale (« un document unique sur les coulisses et les pratiques du pouvoir algérien » écrit Le Monde), connaîtra un sort malheureux, puisque les téléspectateurs Algériens n'auront point l'occasion de le voir.

Quand Boutef fait son cinéma

Le film de Malek Bensmaïl n'est malheureusement pas le seul à buter contre le mur de la censure dans notre pays. Qu'on se rappelle l'épisode du film documentaire de Jean-Pierre Lledo Algérie : histoires à ne pas dire (présenté dans un premier temps sous le titre : Ne restent dans l'oued que ses galets). Trois avant-premières de ce film ont été annulées et aux dernières nouvelles, le documentaire, sorti en 2007, ne bénéficie toujours pas d'un visa d'exploitation en Algérie. Le principal grief fait au

film est de proposer une autre lecture des événements du 20 août 1955. Lledo y enquête aussi sur les circonstances de l'assassinat de cheikh Raymond, haute figure de la musique judéo-arabe, à Constantine, en posant la question de la responsabilité des militants du FLN dans la liquidation du chantre juif du malouf. Côté édition, l'affaire du livre de Mohamed Benchicou, *Journal d'un homme libre*, dont les épreuves ont été saisies vulgairement à l'imprimerie par la police, constitue un cas de violation caractérisé de la liberté de pensée et d'opinion. La même hystérie liberticide a frappé au Salon international du livre d'Alger où plusieurs ouvrages sont tombés sous le coup de la censure, y compris des œuvres de fiction à l'instar de *Tuez-les tous* de Salim Bachi ou encore *Le Village de l'Allemand*, le dernier roman de Boualem Sansal. Que d'œuvres cinématographiques, dramatiques, littéraires ou plastiques partent chaque année chercher de l'oxygène sur les chemins de l'exil pour fuir l'ostracisme d'un régime philistin, décidément allergique à la création et son souffle « anartiste ». Quand on voit une cinématographie aussi belle et exigeante que celle de Malek Bensmail, *Lyès Salem*, *Abdenour Zahzah* ou le lumineux *Tarek Tégua* (*Roma wala n'touma* ou encore *Gabla*, film ardemment encensé par la critique) et qui reste superbement ignorée en Algérie en raison du regard dérangeant qu'elle pose sur la société, il y a lieu de s'interroger si cette forme de censure qui consiste à étouffer les œuvres dans les bobines n'est pas la forme d'interdiction la plus perfide. Mais comme dans tous les secteurs de la vie nationale, le président Bouteflika a su étoffer sa cour d'une brochette de courtisans issus du milieu artistique et qui ont mis leur talent à chanter ses louanges. Mercredi dernier, à la salle El Mouggar, le gotha culturel se précipitait à l'avant-première du dernier film de Rachid Bouchareb, *London River*. Dans la salle, un spectateur de marque : Abdelaziz Bouteflika. Dans la foulée de la projection, un autre documentariste de renom, Malik Aït Aoudia, monte sur scène et se fend d'un hommage appuyé à la gloire de « Son Excellence ». Au JT de 20h, l'ENTV diffuse l'intégralité du discours de M. Aït Aoudia, long de plusieurs feuillets laudateurs. La commission Tégua (le procureur, pas le réalisateur) n'y trouvera évidemment rien à redire. Moralité : si Bouteflika n'aime pas les films qui fâchent, il n'est pas fâché avec le 7e art. Il suffit d'avoir le bon script...

Un gros mot nommé « liberté »

Dans les autres domaines de l'expression et de l'activité citoyenne, le tableau est encore plus sombre. Le champ médiatique est plus verrouillé que jamais et la prestation de l'ENTV durant cette campagne ne fait que conforter cette image d'une télévision totalement servile. L'état de la presse écrite n'est guère plus glorieux, Bouteflika ayant consacré son second mandat à mettre au pas la grande majorité des titres dits « indépendants ». Les plus tenaces croulent sous des pressions multiples, surtout en l'absence d'une dépénalisation du délit de presse : journalistes emprisonnés, procès en série, acharnement du fisc... Le champ politique est bien plus sinistre. L'agrément de nouveaux partis, de nouvelles associations, est un chemin de croix, reléguant les Algériens à des formes d'organisation « pré-politiques », le plus souvent de type « arouchia ». Les pressions exercées sur les syndicats achèvent de noircir le tableau. Et pour couronner le tout, l'état d'urgence est maintenu en dépit de la communication euphorique du régime sur le terrorisme. A cela, il faudrait ajouter l'interdiction aux Algériens d'occuper leur rue. Pas question de manifester, se tenir la main ou improviser un concert ou un spectacle de rue. Oui. La rue, qui reste le parlement suprême, est toujours un espace sensible aux yeux de Zerhouni. Que nous réserve le « président-candidat-déjà-élu » (pour emprunter une formule corrosive de Boualem Sansal) pour la « ouhda » 2009-2014 au chapitre des libertés individuelles et collectives ? Rien de rassurant faut-il craindre. Dernier fait en date : Sihem Bensedrine, la célèbre militante

tunisienne des droits humains, a été refoulée ce samedi à l'aéroport d'Alger. Chawki Amari notait à juste titre dans une de ses chroniques caustiques parue dans El Watan du mardi 31 mars : « Ce gros mot devenu interdit par la force des choses est une nouvelle fois absent du débat. A commencer par le Président lui-même qui n'a jamais utilisé le terme "liberté" durant ses discours (...). Sa seule référence à la liberté a concerné les terroristes ».

Synopsis du film Le Grand Jeu

Printemps 2004 : Abdelaziz Bouteflika est réélu à la présidence de la République algérienne dès le premier tour des élections avec près de 85% des voix. Cette élection s'annonçait pourtant différente des précédentes : l'armée avait déclaré qu'elle resterait neutre, le FLN était majoritairement passé dans l'opposition et son secrétaire général, Ali Benflis, semblait en mesure d'inquiéter le président sortant en jouant la carte du renouveau et de la modernisation de la vie politique. Pour montrer comment fonctionne véritablement une campagne électorale dans son pays d'origine et pour mieux saisir la mécanique du pouvoir, Malek Bensmail a planté sa caméra au sein du QG de campagne de Ali Benflis, d'où il observe la bataille démocratique. Le Grand jeu constitue une première dans l'histoire du cinéma documentaire algérien, où jamais l'occasion de percer l'opacité du pouvoir n'a été donnée à des témoins indépendants. Centré sur la campagne électorale du candidat Benflis sans pour autant en faire l'éloge, le film dessine le portrait politique et social d'un pays qui peine à se débarrasser du poids de son histoire.

Source : <http://malek.bensmail.free.fr/LeGrandJeu>

[Mustapha Benfodil](#)

Réhabilitation des bâtisses de La Medina

Opération délicate au quartier Echatt

Les gravats amoncelés dans la plupart des ruelles de Souika ne laissent aucun doute sur l'urgence d'une thérapie de choc pour préserver ce qui peut l'être encore, sans attendre que le ministère de la Culture daigne autoriser des travaux sur un site classé patrimoine national.

Les autorités locales ont donc décidé de renoncer à abattre des pans de murs et d'histoire pour se lancer dans la réhabilitation. Entamée au cœur de Souika, au niveau du poumon de la vieille ville, la rue Mellah Slimane, en l'occurrence, la réhabilitation gagne actuellement le pâté de maisons entourant Echatt, allant de la Medersa à la minoterie. Le bureau d'études de l'ingénieur polytechnicien, Ahmed Mezâache, chargé de cette tâche, est à pied d'œuvre depuis trois mois. Notre interlocuteur dira : « *Le travail va durer au moins deux ans et concernera 17 immeubles. Pour le moment, nous œuvrons sur trois édifices et déjà nous constatons que l'état de dégradation des habitations est très avancé. Et malheureusement, la main de l'homme est le principal coupable de cet état de fait.* ». Il n'y a qu'à jeter un œil sur l'immeuble 54 situé entre le café Nedjma et

la Medersa pour se rendre compte que la réhabilitation ne sera pas une promenade de santé. Tout est à refaire.

Les escaliers en bois sont actuellement surchargés par d'autres matériaux comme le fer et le granito, des poutres qui risquent de craquer à tout moment, alourdis par d'imposants ... réservoirs d'eau, des murs qui s'inclinent dangereusement, et enfin une terrasse sur laquelle le propriétaire a bâti un « appartement » sur deux niveaux, bafouant toutes les lois de l'architecture et de la logique. La construction illicite, qui est un danger latent pour les habitants des lieux et les passants, a fini par être démolie, non sans peine, permettant aux maçons de passer à la phase de réhabilitation. Pour rappel, les gravats de la maison n° 54, dont la construction remonte à 1860, représentent, pour le moment, un poids approximatif de 100 t, ayant nécessité 5 semi-remorques pour les déplacer. Il faut savoir que le bureau d'études accueille chaque jour des élèves des différents centres de formation pour les initier au travail de la pierre, du revêtement, de la menuiserie et de la construction, toujours dans le cadre de la réhabilitation.

« Il nous a fallu une phase de reconnaissance et de connaissance de matériaux avant de nous mettre à l'œuvre car il était primordial de cerner les composants anciens des constructions avant de songer à les réhabiliter. Dieu merci, nous avons presque à portée de main tout ce dont nous avons besoin, le mortier en terre comme la chaux ou les pierres issues du rocher sur lequel nous nous trouvons. Nous avons pour cela des professionnels de la construction et de la réhabilitation, en plus des élèves des centres que nous accueillons et formons avec plaisir », ajoutera notre interlocuteur. Il faut savoir aussi, et dans le même contexte, qu'il existe trois typologies concernant les immeubles ou constructions à réhabiliter.

L'édifice traditionnel datant de la période ottomane, l'hybride qui est un composant de traditionnel et colonial représentant l'époque du traçage des avenues à travers la vieille ville, comme la rue nouvelle actuellement Ben M'hidi, ou la rue de France, rebaptisée rue du 19 Juin et Didouche Mourad, et enfin celui colonial qui a commencé à s'imposer à partir de la fin du XIXe siècle. Et pour tout ce genre d'habitats, il faut un savoir-faire particulier qui sera appliqué à chaque cas d'espèce. L'absence d'entretien et surtout le rôle destructif joué par l'homme, tout au long des siècles, ont été pour beaucoup dans la dégradation constatée. *« Nous pouvons réhabiliter ce qui tient encore debout, nous pouvons encore ressusciter ce qui a été détruit à l'aide de photos d'époque et de l'analyse des gravats restés sur place ; rien que pour les portes des immeubles du XIXe siècle, par exemple, nous disposons de croquis anciens et de photos de ce qui subsiste pour nous aider à réinventer les motifs et les sculptures originaux. Même chose pour les fenêtres et pour toute la boiserie »,* précisera encore A. Mezâache.

Il reste que si les 17 immeubles cités plus haut sont apparemment bien pris en charge, ce n'est pas le cas de plusieurs autres comme ceux qui ont été réhabilités sur le plateau du Coudiat, et dont le résultat a été plus que catastrophique.

Les programmes des candidats à l'élection présidentielle du 9 avril se suivent et se ressemblent. Les six candidats déroulent généralement les mêmes thèmes pour capter l'attention des électeurs. A la lecture des programmes, il semble que les candidats n'ont pu, pour une question de temps ou de volonté, affûter leurs armes et proposer des idées nouvelles. Le président Bouteflika s'est basé sur son bilan, il ne dit pas comment il compte s'y prendre pour construire « une Algérie sereine ». Louisa Hanoune dit vouloir sortir les jeunes du « marasme » dans lequel ils se trouvent. Fawzi Rebaïne lance un programme résolument libéral. Djahid Younsi présente un programme qui entremêle religion et idées de gauche. Mohamed Saïd reste fidèle aux « préceptes religieux ». Et Moussa Touati semble avoir le programme électoral le plus court de l'histoire. Petit dictionnaire d'une campagne sans enjeu.

A comme agriculture

A l'heure où la pomme de terre atteint les 100 DA, les candidats disent vouloir faire de l'agriculture leur cheval de bataille. La pré-campagne pour l'élection présidentielle a d'ailleurs débuté par l'agriculture. A Biskra, le président a promis d'effacer toutes les dettes des agriculteurs. Dans son programme, le président candidat, à sa propre succession, souligne que 1000 milliards de dinars seront consacrés à « la sécurité alimentaire du pays ». Pour ne pas paraître à la marge, de nombreux candidats ont, eux aussi, axé leurs programmes sur la sécurité alimentaire. Mohamed Saïd espère préparer une nouvelle génération de jeunes universitaires pour « élever le niveau des travailleurs de la terre ». Il propose de construire davantage de barrages pour réduire les effets de la sécheresse et d'octroyer des prêts à des taux accessibles. Ali Fawzi Rebaïne voudrait, lui, réviser le mode de fonctionnement du FNDA, lutter contre les intermédiaires, suivre la réalisation effective des projets et redynamiser les chambres d'agriculture dans les wilayas. La candidate du Parti des travailleurs dit vouloir accorder des crédits à long terme sans intérêt. La loi d'orientation agricole ne semble pas du goût de la candidate. Elle promet de l'abroger dès son accession au pouvoir.

B comme Bouteflika

Beaucoup de candidats semblent avoir puisé leurs idées dans le programme du président, en promettant de faire l'exact contraire. Dans les meetings, ils semblent avoir concentré toutes leurs flèches sur le président candidat. Djahid Younsi estime ainsi que *« la crise prévalant en Algérie est le corollaire des politiques erronées et stériles des gouvernements successifs de l'Algérie »*. Rebaïne pense que *« les pouvoirs publics ont toujours traîné pour dégager les solutions politiques, économiques et techniques à même de satisfaire la demande croissante d'année en année »*. *« Le pouvoir en place, à l'instar de ses prédécesseurs, ne fait que cultiver le culte du pouvoir totalitaire maquillé par une devanture de circonstance »*, souligne le patron de Ahd 54 dans son programme. Louisa Hanoune se demande s'*« il est raisonnable que l'Etat dégage une enveloppe de 150 milliards de dollars pour le développement sans aucun programme ni priorité préétabli »*. Et Moussa Touati demande tout simplement aux personnes à la tête de l'Etat de *« partir et de (le) laisser construire une nouvelle Algérie »*.

C comme chômage

C'est l'un des thèmes fétiches des candidats à la présidentielle du 9 avril. Le président Bouteflika s'appuie sur son « bilan » pour convaincre les jeunes à voter. Il estime à six millions le nombre d'emplois créés dont « *plus de la moitié dans les secteurs productifs et l'administration* ». Ce qui, dit-il, « *a permis de diviser par trois le taux de chômage qui était de près de 30%* ». « *Mon objectif pour les cinq prochaines années est la création de trois millions nouveaux emplois, dont la moitié par l'investissement dans les divers secteurs productifs et par l'administration publique* », lance le président dans son programme. Le candidat Rebaïne suggère des réformes des organismes au chômage et des ajustements des modes et procédures de création d'entreprises et des petits métiers. Moussa Touati a déploré le recours la main-d'œuvre étrangère dans les grands projets du pays, appelant les jeunes « *à construire l'Algérie et une indemnité pour la réinsertion des jeunes* ». Louisa Hanoune et Fawzi Rebaïne proposent de créer un organisme indépendant des statistiques pour avoir des chiffres fiables. En procédant à la ré-ouverture des entreprises publiques en faillite, Louisa Hanoune espère créer 400 000 emplois directs et 800 000 emplois indirects.

D comme diplomatie

Les candidats ont réservé peu d'espace à la politique étrangère dans leurs programmes. Ils disent tous vouloir servir les causes les plus « justes ». Mohamed Saïd promet de participer à l'édification du Grand Maghreb arabe et intensifier la coopération Sud-Sud. Djahid Younsi n'apprécie guère le projet de l'Union pour la Méditerranée (UPM), qui vise, selon lui, « *à banaliser la civilisation arabo-musulmane et à intégrer certains pays arabes dans une civilisation qui n'a jamais existé, à savoir la civilisation méditerranéenne* ». L'ancien ministre des Affaires étrangères, Abdelaziz Bouteflika, revient sur son bilan. Il considère que l'Algérie « *est revenue sur la scène internationale, fidèle à ses principes et à ses solidarités, respectée et écoutée également par tous ses partenaires dans le monde* ».

E comme économie

Mohamed Saïd voudrait diversifier les sources du revenu national en encourageant le secteur des services. L'économie version Mohamed Saïd inciterait les émigrés à contribuer à l'essor économique grâce à « *un mécanisme juridique qui permettra aux hommes d'affaires émigrés d'origine algérienne de participer à l'élaboration de la décision économique, pour tirer profit de leurs capacités et de leurs expériences* ». Rebaïne se veut très libéral. Il prône un total désengagement de l'État. Il estime que « *tout monopole d'état sur une activité économique ou commerciale doit être banni* ». De leur côté, Djahid Younsi et Louisa Hanoune semblent partager la même philosophie économique. Ils expriment le même rejet des entreprises étrangères. Ils ont inclus dans leurs programmes « *la réouverture des sociétés fermées sur décision du Fonds monétaire international* ». Pour Louisa Hanoune, l'adhésion de l'Algérie à l'OMC a été « *une opération politique orchestrée par ceux qui tiennent le pays en otage. Ce qui leur permet d'avoir la mainmise sur les richesses du pays* ». « *Je ferai tout pour récupérer et rapatrier quelque 140 milliards de dollars se trouvant actuellement dans les banques européennes et américaines. Cet argent servira, en grande partie, à résorber le chômage et à le mettre à l'abri de la voracité de la mafia* », a-t-elle martelé dans ses meetings.

Elle veut mettre fin aux contradictions de la politique économique algérienne qu'elle qualifie de « catastrophique » :

- ▶ protection du produit national et la révision de tous les accords de partenariat avec les entreprises étrangères ;
- ▶ des taxes de 30% pour le rapatriement des devises à l'étranger ;
- ▶ le gel de l'adhésion à la Zone arabe de libre-échange en axant tous les efforts sur les accords commerciaux bilatéraux. Le patron du FNA est peu prolix sur ce thème. Seule proposition originale : l'encouragement de l'activité économique familiale. Dans son programme, Bouteflika se vante d'avoir fait progresser la croissance économique, hors hydrocarbures, (de 5% en moyenne sur la décennie) ainsi que d'avoir mis fin à l'endettement, ce qui le met aujourd'hui à l'abri de graves difficultés face à la crise économique internationale. Dans les cinq prochaines années, il souhaiterait investir davantage de moyens dans la création de richesses hors hydrocarbures, laquelle s'accompagnera d'une offre plus intense d'emplois dans tous les secteurs d'activité. *« L'équivalent de 150 milliards de dollars (soit plus de 10 000 milliards de dinars) de dépenses publiques que j'entends engager durant le prochain quinquennat financeront notamment d'importants nouveaux programmes de développement social »*, souligne-t-il dans son programme électoral.

F comme femme

Même si les femmes représentent près de 10 millions de voix, la question féminine n'a pas été exploitée par les candidats à la magistrature suprême. Djahid Younsi a proposé de « libérer la femme algérienne par l'application des préceptes religieux » et Moussa Touati a promis d'accorder plus temps de repos aux femmes travailleuses pour être présentes auprès de leurs enfants. Mohamed Saïd n'a pas soufflé un mot sur cette question dans son programme. Le candidat Rebaïne envisage de multiplier les maisons maternelles et foyers refuges qui abriteront les femmes et enfants sans domicile et assurer la prise en charge des personnes âgées sans ressource. L'unique candidate- femme à l'élection présidentielle n'a pas axé son programme sur elle, s'insurge contre les disparités existantes entre le salaire de la femme et celui de l'homme pour le même poste de travail et réaffirme son attachement à préserver les droits acquis, notamment le congé de maternité. Bouteflika s'engage à assurer l'accès des femmes aux différentes responsabilités et au monde du travail en général. Un programme de construction de crèches sera également réalisé pour faciliter la participation des femmes à ce qu'il appelle « la construction nationale », en parallèle avec leurs responsabilités familiales. Son programme ne fait aucune référence aux conditions de la femme. Il ne fait, également, aucune proposition à l'endroit de la femme.

G comme gages

Louisa Hanoune s'engage à revaloriser la prime des handicapés. Elle promet une prise en charge totale des malades mentaux et ceux dont la maladie nécessite des soins à l'étranger. Elle escompte revoir la prime adressée aux enfants démunis. En cette période émaillée par des grèves cycliques des personnels de la santé, elle s'engage à prendre des mesures incitatives pour les médecins spécialistes de la santé publique. Moussa Touati a promis aux jeunes de revoir à la baisse la durée du service national.

H comme harraga

Le sujet ne semble pas à la tête des priorités des candidats à la présidentielle. Seule Louisa Hanoune et Djahid Younsi consacrent un chapitre à cette question. La candidate du PT s'engage à rayer le mot « harraga » du vocabulaire des Algériens. La candidate du Parti des travailleurs voudrait dépénaliser le délit de l'émigration clandestine. « *Nous devons arrêter l'hécatombe. La loi votée à l'APN, qui veut que tout candidat à l'immigration clandestine qui survit à la traversée, soit puni de 6 mois de prison ferme, est une ineptie* », clame-t-elle. Elle promet de donner aux jeunes qui ont tenté de fuir le pays « une prise en charge morale et matérielle ». Djahid Younsi qualifie les jeunes qui s'aventurent en mer, en quête d'un avenir meilleur, de « *victimes de pratiques et de politiques qui ont échoué* ». « *On devrait demander des comptes aux responsables de ces politiques au lieu d'incriminer ces jeunes et les jeter en prison* », a déclaré le représentant d'El Islah.

J comme jeunesse

Tous les candidats ont courtisé la jeunesse durant cette campagne. Mohamed Saïd espère intégrer les jeunes en « maintenant le dialogue ». Il compte « *établir un lien entre la formation universitaire et les besoins du marché du travail et mettre en place des instruments juridiques pour créer des entreprises de jeunes dans tous les domaines, (services, industries, agriculture) dans le cadre d'une vision économique nationale intégrée* ». Le candidat du mouvement El Islah ne manque pas de rappeler aux jeunes que son programme propose la réduction de la durée du service national à 6 mois avec une période d'instruction de 45 jours, et qu'il lancera, s'il venait à être élu, un « important » projet de création de centaines de milliers de pépinières de micro et petites entreprises au niveau communal, au profit des jeunes qualifiés, diplômés des universités et des centres de formation professionnelle. Moussa Touati espère rajeunir l'Etat en « passant le relais aux nouvelles générations ». Louisa se dit consciente du fait que « *le mariage est l'une des plus grandes préoccupations de notre jeunesse dont une grande proportion a atteint la quarantaine sans pouvoir fonder un foyer. Combattre le travail des enfants* ». Elle propose de porter l'âge du vote à 16 ans et l'âge des députés à 25 ans afin, dit-elle, d'intégrer les jeunes à la vie politique.

J comme justice

Mohamed Saïd propose l'adoption du statut particulier du magistrat et la création d'un organisme consultatif pour les questions de grâce et d'amnistie. Il suggère également la création de tribunaux de proximité pour que le traitement des affaires se fasse dans des délais raisonnables. Rebaïne s'engage, lui, à « *permettre à tout citoyen civilement responsable ainsi qu'à toute organisation légale de saisir le juge et de se constituer partie civile sur toute infraction constatée concernant les crimes d'intérêt public* ».

K comme Kabylie

Les candidats n'ont apparemment pas voulu s'avancer sur les questions délicates. Le président Bouteflika estime que « *tamazight, la langue nationale, est l'un des ciments de notre unité nationale* ». Moussa Touati songe à la fondation d'une académie de langue amazighe. Et Louisa Hanoune réclame l'officialisation de la langue amazighe dans la Constitution. Mis à part ces professions de foi, les candidats ne se sont pas trop étalés sur la question.

L comme logement

La crise du logement n'inspire pas les candidats. Même s'ils ont tous consacré des chapitres de leurs programmes à cette question, les bonnes idées font défaut. Le projet de Mohamed Saïd pour ce secteur tient en un seul point : la création d'une caisse nationale de caution des loyers d'habitation. Ali Fawzi Rebaïne est un peu plus éloquent. Il escompte engager les mesures favorisant l'ouverture du marché immobilier et foncier au profit des entreprises et des professionnels du domaine. Il veut également engager la libération des prix administrés du foncier et de l'immobilier pour éradiquer le marché opaque, source de corruption et d'enrichissement illicite. Louisa Hanoune propose d'allouer des studios pour les jeunes célibataires et les jeunes couples ayant peu de moyens. Elle estime que L'Etat doit mettre la main à la poche pour aider les ménages ayant peu de moyens pour acquérir un logement. Le président Bouteflika souligne « *qu'un million et demi de logements ont été livrés lors de son deuxième mandat* ».

M comme médias

Le président s'est engagé solennellement à « *protéger la liberté de la presse dans le cadre de la loi* ». « *La presse bénéficiera du soutien de l'Etat, sur la base de cahiers des charges définissant les règles du service public. Le Code de l'information sera révisé, en concertation avec la corporation des médias* », écrit-il dans son programme. Reste à savoir s'il n'y a là qu'un vœu pieux. Mohamed Saïd, Moussa Touati et Fawzi Rebaïne promettent d'ouvrir l'espace audiovisuel au privé et de « *libérer la publicité publique des considérations politiques* ». Rebaïne promet d'œuvrer à mettre en place le Conseil de déontologie et d'éthique aux mains de professionnels du domaine. Louisa Hanoune envisage l'ouverture de l'audiovisuel aux discussions politiques et pluralistes. Elle promet une amélioration des conditions de travail et de vie des journalistes et de « *leur consacrer le droit de grève* ». Elle propose également d'ouvrir le dialogue entre les hommes des médias pour fixer les principes du métier et assurer la liberté d'expression.

O comme omissions

De nombreuses questions comme la culture, la politique étrangère ou l'identité ont été occultées. Les thèmes qui ne font pas l'unanimité ont été soigneusement éludés. Les candidats n'ont pas abordé la question de la repentance des crimes coloniaux qui empoisonnent les relations entre Alger et Paris. Ils ne soufflent mot à l'adresse des mères célibataires, prostituées ou sans domicile fixe.

P comme patrimoine culturel

La question du patrimoine ne semble pas tellement intéresser les candidats à la présidentielle. Louisa Hanoune promet de mettre les moyens nécessaires pour récupérer les vestiges volés du patrimoine algérien et les archives cinématographiques se trouvant en Italie. Elle s'engage à promulguer un statut particulier, longtemps réclamé par les artistes algériens. Ali Fawzi Rebaïne promet de financer la restauration du patrimoine, d'aider la promotion du tourisme culturel et d'encourager la production nationale via les différentes structures artistiques et le mouvement associatif. Pour le reste, les candidats ne se sont pas trop appesantis sur la question.

R comme réconciliation nationale

Le sujet fait débat. Pour Djahid Younsi, il ne pourrait y avoir de « réconciliation nationale sans amnistie générale ». Le président Bouteflika ne cesse de répéter son intention de « *consolider une Algérie sereine, grâce à l'approfondissement de la réconciliation nationale. « La lutte contre le terrorisme, dit-il, sera poursuivie avec toute la vigueur de la loi et la porte sera également maintenue ouverte devant ceux qui voudront se ressaisir et revenir dans les rangs de la nation. » Il annonce que des mesures seront prises pour faciliter l'insertion sociale des victimes du terrorisme et des patriotes et améliorer la situation de ceux, qui, volontaires, se sont engagés dans la lutte contre le terrorisme. Le président ne donne pas plus de détails. Louisa Hanoune se réjouit du fait que « la réconciliation nationale ait fermé les portes à l'intervention étrangère ». Elle voudrait néanmoins ouvrir une « concertation nationale » pour faire le bilan de la charte. Elle dit vouloir savoir « la vérité » sur le dossier des disparus pour pouvoir enfin panser les blessures et sécher les larmes. Le dialogue entre tous les Algériens est, d'après elle, « la seule solution pour sortir d'une crise exploitée par certains pour des intérêts personnels ».*

S comme salaires

Après avoir promis un Smg à 25 000 DA et un salaire d'au moins 50 000 DA pour les enseignants, M. Younsi a affirmé que son mouvement fera du volet social la « priorité numéro un ». Louisa Hanoune promet de porter le SNMG à 35 000 DA, regrettant que les députés aient rejeté sa proposition, mais ont, toute honte bue, augmenté leurs salaires à 30 millions de centimes. Elle promet de revoir le point indiciaire des revenus ainsi que les indemnités. Elle voudrait :

- ▶ revoir à la hausse la prime des stagiaires à la formation professionnelle ;
- ▶ revoir l'allocation familiale à la hausse ;
- ▶ la généralisation des contrats à durée indéterminée (CDI) ;
- ▶ consacrer le droit à la grève et l'interdiction des protestations sur la voie publique.

T comme tchippa

Voilà un thème qui attire les foules. Louisa Hanoune en fait son cheval de bataille. Elle estime que « les décisions prises en haut lieu ne profitent qu'aux riches ». Elle s'attaque aux nouvelles fortunes qui approfondissent le fossé entre les classes sociales et promet d'instaurer le principe « D'où tiens-tu cela ? » dans sa politique. Mohamed Saïd veut lutter contre la corruption et « la dégradation des mœurs dans la vie publique », en privant à vie tout homme politique, tout cadre, ou tout élu condamné dans une affaire de corruption ou de délit, de toute activité politique, syndicale ou associative. Le patron de Ahd 54 considère qu'il est « indispensable » que « la cour des comptes présente son rapport annuel devant le parlement ». Il s'insurge contre « la résistance farouche au changement, opposée par les centres de décision politico-administratifs rompus aux mécanismes du partage de la rente ».

Djahid Younsi a mis l'accent sur le fait que « *l'absence d'équité devant l'impôt fait que les impôts sont prélevés sur les revenus des pauvres et des couches moyennes, alors que les fortunés et les hommes d'affaires ne s'en acquittent même pas* ». Les choix politiques et économiques fondés, selon Moussa Touati, « *sur l'intérêt, la corruption, l'injustice sociale et la mauvaise gouvernance. « Les décisions prises ne profitent qu'aux riches. Tous nos responsables depuis l'indépendance ont volé. Montrez-moi un seul ministre qui ne possède pas de résidence à l'étranger. Ils ont dépouillé le peuple de tous ses biens. On brade*

nos richesses au profit des étrangers dans le seul but de cautionner le pouvoir en place. » Le président n'a, semble-t-il, pas d'avis sur la question.

U comme université

Le candidat Mohamed Saïd propose la création d'un office de traduction pour permettre aux étudiants des filières arabophones de combler leurs lacunes dans les références en langue étrangère. Louisa Hanoune préconise l'abandon du système licence-mastère-doctorat (LMD), qui est en train de détruire notre système universitaire. Elle espère lutter contre la fuite des cerveaux en révisant les salaires à la hausse et combler, par-là même, le déficit des postes de professeurs à l'université Rebaïne s'engage à protéger l'école des influences et des enjeux politiques et idéologiques qui le minent et le menacent et d'instituer le statut propre à ce secteur et à la corporation en charge de sa gestion. Le système de formation et les programmes doivent répondre à la demande sociale et celles des agents économiques. Bouteflika veut mettre en place un schéma directeur unifié de la formation et de l'enseignement qui sera arrêté pour la prochaine décennie. Cela réduira, d'après le président de la République, la déperdition scolaire et le chômage des diplômés. Djahid Younsi plaide pour le lancement d'un programme de formation conséquent, afin de permettre l'émergence des cadres aptes à prendre en charge le développement économique du pays.

Z comme zaoualia

Le FNA, le PT et Ahd 54 se définissent tous comme le parti des « zaoualia ». A chaque rencontre avec les citoyens, Ali Fawzi Rebaïne scande qu'il est « le candidat des pauvres. » Mais la pauvreté, la vraie, se trouve visiblement dans les programmes des candidats.

Par [Amel Blidi](#)

6 avril 2009

Mazouni Bachir (Fondateur de l'association musicale El Djazira)

« Valoriser et perpétuer notre patrimoine musical »

Mazouni Mohamed Bachir est le fondateur de l'association de musique andalouse El Djazira et professeur de musique au conservatoire de Kouba, à Alger. Un îlot de liberté créative !

► **Comment a germé l'idée de l'« îlot » de la mélomanie, l'association El Djazira ?**

► Je suis un « vétéran » de la musique andalouse. J'ai fait mes premières armes

au sein de l'association Fakhardjia. L'idée a germé en Tunisie, où mon frère réside. Nous avons formé un groupe avec M'hamed Teskouk, Assia et moi. Nous animions des concerts en Tunisie et notamment au Festival de la Médina à Tunis.

► **Pourquoi avez-vous choisi El Djazira comme dénomination de votre association ?**

► Le choix de l'appellation El Djazira, c'est tout simplement parce qu'on était petit et qu'on grandit dans cet espace d'expression dédié à la musique andalouse, asrie, hawzie, aroubie... Un voyage arabo-andalou avec une approche algérienne. Aussi, avons-nous créé un autre ensemble de musique de chambre. Il s'agit d'un nouvel habillage décrit par six musiciens. Un support classique universel mêlant l'arabo-andalou. Une interprétation de la musique andalouse avec un regard universaliste et puis une touche personnelle.

► **Un sacrilège pour les puristes...**

► Ce n'est pas un sacrilège ! La musique andalouse a besoin d'être dépoussiérée, lui conférer une clarté et de la brillance. Il s'agit de lui donner un cachet et un caractère universel. Nous voulons « récupérer » de nouveaux adeptes n'ayant pas écouté de la musique andalouse. Voir trente personnes évoluant ensemble, c'est lassant, c'est statique, c'est lourd. Il n'y a pas d'interactivité. Ce n'est qu'un point de vue.

► **Vous allez vous fâcher avec certains...**

► La nouba, ce n'est pas le Coran. Si on arrive à mettre en valeur notre patrimoine musical, ce sera une bonne et belle chose.

► **L'association El Djazira fait dans le travail pédagogique pluridisciplinaire...**

► C'est un travail d'équipe. Je suis assisté par le Dr Souilamas Nazim, un professeur de médecine et musique universelle (piano). Cela fait notre force. On voulait créer une nouvelle troupe, quelque chose de nouveau. L'association compte plus de soixante membres œuvrant entre traditionnel et moderne.

► **Quel est l'objectif premier d'El Djazira ?**

► Notre objectif est, tout d'abord, se faire plaisir, pouvoir donner du plaisir au public, aborder une nouvelle approche en matière de musique arabo-andalouse, perpétuer le patrimoine et, par conséquent, pousser les gens à réécouter la version originale, traditionnelle..., donner de nouvelles pulsions en intervenant sur le support mélodique de par une mise en scène, théâtralité...

► **Une musique « intellectuelle »...**

► C'est cet esprit-là que nous recherchons.

► **La troupe d'El Djazira tourne-t-elle un peu en Algérie ?**

► C'est timide ! On est plutôt invités par les associations Dziria (Khemis Miliana), Djoudour (Laghouat), celle de Biskra. Sinon, on participe dans les festivals. Le 26 décembre 2008, nous avons donné un concert un peu spécial au Palais de la Culture d'Alger. Une soirée mixte avec une troupe lilloise (France) Corps et Métaphore. Un spectacle chorégraphique, créatif et choral. D'ailleurs, face au succès de cette performance, nous allons monter un show avec cette association française prévu lors du prochain Festival panafricain d'Alger, en juillet 2009. J'espère que le projet sera accepté par le ministère de la Culture.

► **Mais encore...**

► La troupe El Djazira participera au Mois de la musique andalouse, Andaloussiate, organisé par l'établissement Arts et Culture. El Djazira ouvrira ce Festival en rendant hommage à Mamed Benchaouche avec la collaboration d'El Bachtarzia de Koléa, Maquam de Constantine, les Amis de Bensari de Tlemcen....



Arts et métiers à Constantine

Artisans imposteurs et cités squattées

09-04-2009

De notre correspondant à Constantine

A. Lemili



Ce ne sont pas uniquement les vieux métiers qui se perdent à Constantine mais tous les métiers. Il suffirait de se déplacer vers la cité des artisans du Polygone ou encore celle dite de la cité Meskine sur les hauteurs de la ville pour saisir toute l'ampleur de la décadence de métiers censés rattacher le présent au passé et être une passerelle vers le futur. Djamel A., artiste/artisan de l'activité du cuivre, qui lui permet de survivre, et protecteur bénévole de la

nature et des vestiges historico-culturels, au sujet desquels il passe le plus clair de son temps à traquer et sauver sur les lieux que des parvenus consacrent leur temps à bétonner, a justement quitté les lieux «parce qu'ils abritaient tout sauf les gens de la corporation. Cela est simple ; je vous donne un exemple édifiant. La Cité des artisans, où 250 locaux étaient destinés, à l'origine, aux artisans. Au départ, leur attribution était sujette à caution, parce qu'il suffisait d'avoir des relais à la Chambre des arts et métiers, la commune et la direction du registre du commerce pour en bénéficier. Il suffisait, pour une personne qui n'avait aucune relation avec un quelconque métier, de s'adjoindre un jeune homme formé dans un CFPA... enfin, formé est, très franchement, un très grand mot pour obtenir un quitus et accéder au local».

Où se situerait alors le problème ? La réponse est constatable de visu. Il suffirait de se rendre sur place pour remarquer qu'en fait d'artisans, qui se comptent très exactement sur les doigts d'une main, (cinq personnes ayant d'authentiques métiers), le reste est devenu fast-food, dépôt de stockage de journaux invendus, vidéothèque et, pis, des lieux de débauche et des débits clandestins de boissons alcoolisées. Alors que, depuis près de vingt ans, aucune décision n'a été prise les concernant, il y a quelques semaines, les pouvoirs publics se sont

décidés à réagir en procédant à des démolitions de certains espaces, dont ceux de vrais gens du métier qui avaient des difficultés à s'acquitter de certaines charges. Une opération qui confirme ce dicton qui dit que «les chemins de l'enfer sont parfois pavés de bonnes intentions». Bien entendu, l'administration a été sourde aux explications de certains artisans de bonne foi mais en difficulté financière ponctuellement en raison de l'absence de commandes et de plan de charge. «Ce qui n'est pas le cas de tout le monde», enchaînera notre interlocuteur : «La dinanderie, en ne vous citant que ce métier, est une de ces activités sur laquelle pourrait se constituer une fortune ; il suffirait pour cela de rogner sur la quantité et surtout la teneur du cuivre pour gagner sur la matière et bien gagner sa vie. Or, en raison des traditions locales, nos compatriotes, très portés sur ce type d'accessoires, ne font pas la différence, achètent au prix fixé en réalité une camelote scintillante qui perd et ses couleurs et sa qualité une fois au contact de l'air libre. Il en est de même pour la couture, les clients qui se présentent sur place ignorent qu'une fois partis, leur commande est acheminée vers un tailleur du centre-ville (Rahbet el djmal) puis sous-traitée sur place avec les détails fournis par le client, lequel éprouve des difficultés à la récupérer, en raison de la surcharge de travail dudit tailleur.»

«Les responsables de la Chambre des arts et métiers ont pris l'initiative de créer une école de formation aux métiers payante. Sauf que cette école n'a rien formé ou formé d'une manière bancale tous ceux qui ont eu la naïveté de s'y inscrire. D'ailleurs, sa directrice a rendu son tablier quelques temps après, en raison de dysfonctionnements, pour ne pas dire de mauvaise gestion... volontaire», nous expliquera une artisane-couturière. Nous ne sommes pas parvenus à confirmer l'information mais, selon une autre personne du métier, aujourd'hui en procès contre la CAM «pour renouvellement de la chambre issu de pratiques frauduleuses, les filles et garçons inscrits pour une formation en pâtisserie ou couture payaient 1 500 DA/mensuels sans bénéficier d'un réel apprentissage».

A ce sujet, Djamel A. précisera encore : «Certains de mes collègues ont été conviés à enseigner à titre gracieux. Ils ont refusé non pas parce qu'ils ne sont pas payés mais plus parce qu'il ne s'agit que d'esbrouffe visant à les faire mousser à titre personnel et conforter leur situation et étoffer le déroulement de leur carrière».

Rappelons que, lors d'une de ses visites à Constantine, le président de la République, connaissant la réputation de berceau des métiers traditionnels de la ville historique, avait instruit le wali pour la création d'une filière «arts et métiers anciens» au sein des CFPA. Ce qui fut fait non sans euphorie mais tout de suite abandonné parce que les instituts payaient chichement et avec beaucoup de retard les enseignants, alors que ceux-ci voyaient d'un mauvais œil l'intrusion de nouvelles filières qui leur faisaient de l'ombre et enseignées par des personnes réputées... incultes.

La Tribune a évoqué dans ses colonnes les déboires de M. Boudida, maître-luthier poussé à quitter le CFPA parce qu'il y avait installé de nouvelles mœurs d'enseignement.

Alors quand les pouvoirs publics affirment livrer dans quatorze mois la maison des arts et métiers, il serait légitime de se demander dans quel but lorsque l'on sait que les deux cités artisanales sont livrées à toutes les déprédations.

Et la question la plus plausible est la suivante : une maison des arts et métiers ? oui, mais pour qui et pour quoi faire et de quoi la meubler ? Par des objets de métier évidemment !

Les métiers traditionnels en quête de relance

09-04-2009

**De notre correspondant à Constantine
Nasser Hannachi**

L'artisanat local se meurt à Constantine ! Absence de lieux adéquats pour proposer les œuvres réalisées et indisponibilité ou cherté de la matière première sont parmi les problèmes cruciaux sur lesquels butent les vrais artisans. Combien de fois la commune a promis de dégager des



espaces pour des «expos-ventes», en vain. La dernière promesse émanait au terme de la dernière édition du Salon de la dinanderie organisée à Malek Haddad. Point de suivi, si ce n'est la revue des baux de location des locaux de la cité dite «le Polygone».

Désormais, les yeux de la direction de l'artisanat sont tournés vers la vieille ville, en restauration. Les responsables ont émis le vœu d'y consacrer des quartiers entiers à l'artisanat, comme

c'est le cas dans d'autres pays voisins. Les bijoux doivent s'illustrer pour exprimer l'existence de cet art dans la cité millénaire. De surcroît, la future réalisation d'un musée consacré à cet art dont l'esquisse est fin prête devrait contribuer tant soit peu à la promotion de l'identité constantinoise artisanale. Celle-ci ne se cache pas. Elle doit côtoyer le quotidien de la population et des visiteurs...

Entre l'artisanat tunisien et celui constantinois existe au moins un facteur commun, celui de la dinanderie. Combien de touristes ont sillonné les allées des quartiers populaires anciens de la ville de Tunis sans avoir au passage fait ce simple constat : chez nous aussi existe cette activité ancestrale, mais pourquoi n'est-elle pas mise en valeur par le secteur ? Encore mieux, lors des journées de la promotion touristique abritées par le grand hôtel Cirta, une délégation du pays voisin avait fait étalage du savoir-faire des artisans tunisiens dans le domaine allant de la stérilisation «du jasmin» à la confection des cages d'oiseaux. Impressionnant ? Loin s'en faut ! Constantine dépasse de plusieurs chapitres le répertoire tunisien en la matière. Sauf que cette différence demeure mal exploitée à domicile. La cause en est que la capitale de l'Est algérien n'a pas consacré, voire préservé ses lieux «de culte» où pour la confection retentissaient les coups de biseau sur la feuille de cuivre. Cela nous amène à évoquer l'anéantissement de la vieille ville qui, après avoir subi quelques coups de massue dévastateur, tente de se réhabiliter. En dépit de l'existence d'une poignée d'artisans éparpillés activant, l'aura de l'artisanat risque de s'évaporer sans l'implication directe des décideurs. Bardo vit de son côté une situation dramatique : les locaux appartenant à l'APC et loués depuis des années aux vieux chevrons du cuivre ont versé dans des commerces tous azimuts sous le nez des responsables. Les quelques artisans n'en peuvent plus. Ils sont coincés entre la tôle de cuivre et leur marteau. D'une part, ils sont sommés de quitter les lieux et de l'autre, la commune ne leur promet presque aucune solution de rechange dès lors qu'ils ne sont pas des locataires originaires ! Une autre tuile qui éclaire on ne peut mieux le malaise dans lequel baigne l'artisanat.

Du moins, la Chambre des arts et des métiers de la wilaya se place au-dessus de toutes ces données pour pérenniser le travail manuel. Broderie, gâteaux traditionnels, dinanderie... Toutes ces spécialités sont dispensées aux élèves. Chaque année, la chambre accouche d'une promotion avoisinant les 200 nouveaux créateurs, après une formation, d'une année.

La commune de Constantine compte 666 artisans spécialisés dans l'artisanat moderne dont 88 dinandiers, soit un taux représentant 9% parmi le nombre total des inscrits susmentionnés. L'effectif des artisans de la broderie et de l'habillement traditionnel atteint 89 personnes.

El Khroub, Hamma Bouziane, Aïn Smara et Didouche Mourad représentent les communes le plus actives parmi les 12 que totalise la wilaya. L'un des objectifs auquel s'est assigné la direction de l'artisanat pour l'année en cours reste une majoration de 25% de tout l'ensemble des artisans. Préalablement, on projette «l'élaboration des études sur les différentes activités en voie de disparition» en s'articulant sur un recensement touchant tout le monde «traditionnel». Une étape qui, selon les responsables du secteur, sera décisive dans la relance et le maintien de cet art. «Nos inspecteurs devront effectuer des descentes sur terrain pour répertorier et, du coup, tendre l'oreille aux préoccupations des maîtres en vue de recueillir des informations nécessaires et complémentaires pour tenter de trouver une issue à la sauvegarde des éventuels métiers en voie de disparition», explique le directeur Achouri. Comme l'industrie, l'artisanat détient son lot de problèmes en matière d'approvisionnement. En effet, les problèmes courants soulevés par les artisans affiliés à la wilaya convergent vers la cherté et la rareté du cuivre notamment. Le système de production local SPL, promulgué l'année dernière par la tutelle et les différentes chambres tardent à voir le jour. Selon notre interlocuteur, ce dispositif est en phase de concrétisation finale. «Ce mécanisme sera régi par une équipe pluridisciplinaire sous forme de commission associant les ministères de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat. Ainsi, les artisans peuvent échanger leur expérience tout en fondant leur propre coopérative de cuivre pour y puiser selon les besoins de chacun. En guise de soutien aux vieux métiers, la direction subventionne en «maé riels» les artisans actifs. Pour cette année, 600 millions de centimes ont été alloués pour les traduire en outils et en faire profiter les férus de la tradition. Cependant, cette assistance sera suivie par des contrôles. «L'Etat accorde de l'aide, mais sanctionne ceux qui font geler l'outillage sans le fructifier... », prévient notre interlocuteur qui ne cache sa désapprobation pour cette option. «La meilleure façon d'aider et d'inciter à œuvrer reste l'attribution de crédit sans intérêt», a-t-il suggéré. En définitive, en l'absence de vision et de perspectives touristiques rentables inhérentes à la spécificité de Constantine, l'art ancestral vaquerait... voire profiterait aux habitués des cadeaux, dont ceux qui ignorent l'importance de cette donne dans la promotion du tourisme. «On ne nous sollicite que lorsqu'une délégation importante -algérienne ou étrangère- est présente à Constantine question d'établir des objets cadeaux», se lamente un vieux briscard activant au Bardo. L'artisanat aura de beaux jours avec l'effondrement de ce genre de carcan...

Constantine

El Qods résonnera en harmonie avec Youm el Ilm

01-04-2009



**De notre correspondant
à Constantine
Nasser Hannachi**

L'interdiction par les Israéliens de la tenue de la manifestation culturelle «El Qods, capitale de la culture arabe 2009» s'apparente à un énième crime de guerre perpétré contre le peuple palestinien. C'est une

lecture à laquelle est parvenu un diplomate palestinien juste après les interventions israéliennes en terre sainte, ce qui a généré la délocalisation de l'événement culturel d'El Qods.

La réponse algérienne a, de tout temps, été sans appel «qu'elle ait tort ou qu'elle ait raison». La Palestine est dans le cœur de tous les Algériens. La tutelle aura déroulé le tapis aux artistes, hommes et femmes de culture palestiniens pour s'exprimer sur tout le territoire national. Le «la» a été donné dans la capitale et verra son onde se propager dans la majorité des wilayas dans les jours et mois à venir, puisqu'une année est consacrée à cette manifestation rebaptisée «El Qods, capitale éternelle de la culture arabe». Conformément à un programme élaboré par le département de la ministre de la Culture, Khalida Toumi et étoffé par la contribution des différentes directions de la culture, Constantine a ficelé un programme culturel varié qui a été déposé auprès du ministère. «Nous avons eu l'aval quant à notre participation à l'événement», a révélé le directeur de la culture, M. Nettour. Le coup d'envoi de «El Qods, capitale éternelle de la culture arabe» devrait avoir lieu à Cirta en simultanément avec la semaine culturelle annuelle «chère» à Malek Haddad, celle de Youm el Ilm (la journée du savoir). En outre, des journées maghrébines de cinéma, auxquelles prendront part des cinéastes et amateurs du Maghreb, y seront organisées. Elles seront agrémentées par des conférences et colloques portant sur l'itinéraire culturel palestinien «sous l'occupation». Le mois de mai, qui sera consacré au patrimoine, cèdera également une place à El Qods, révèle la même source. S'agissant des troupes palestiniennes présentes à Constantine, on n'a avancé aucune date précise sur leur prestation. «Ce qui nous préoccupe actuellement a trait à la concrétisation de notre planning qui devra être à la hauteur de ce rendez-vous. Pour l'heure, nous n'avons été destinataire d'aucune correspondance consignait les dates de la venue d'acteurs palestiniens», explique encore le directeur. Au théâtre régional de Constantine, l'engouement pour cette manifestation n'est pas encore perçu tel qu'il se doit pour la simple raison que le TRC songe aux traditionnelles journées de printemps qui démarreront le 16 avril prochain. Questionné au sujet d'un éventuel «engagement» en faveur d'El Qods, le directeur du théâtre révèle que «le TRC n'a pas préparé pour l'immédiat une manifestation culturelle dédiée à la Palestine. Ce qui n'écarte pas cependant la probabilité d'en produire dès lors que l'évènement s'étale une année durant». A vrai dire, improviser une pièce et la monter, c'est rendre un vibrant hommage aux enfants de Ghaza, «brûlés» par le soufre sioniste. Le TRC, dont le capital artistique n'est pas à démontrer, ne devrait-il pas y songer ? C'est la meilleure façon de tisser des passerelles solides entre les enfants algériens et palestiniens et, du coup, honorer la culture séculaire et intarissable d'El Qods. De son côté, le musée Cirta ne compte pas rester figé. En effet, la directrice aura concocté, en collaboration avec la direction de la culture, une affiche artistique insérée dans le mois du patrimoine et destinée au peuple palestinien. Des toiles seront peintes par des artistes locaux, lesquelles feront l'objet d'une vente aux enchères dont le produit ira aux enfants de Ghaza. En dehors de ces initiatives étatiques, aucune association locale culturelle n'a présenté à la direction de la culture un planning pouvant prouver une quelconque participation. Les artistes locaux sont-ils à court d'idées ou manquent-ils de conviction ? On serait tenté de croire que l'engagement «sans cachet» et loin des feux de la rampe en aura constitué le frein. Toutefois, l'année est encore longue et on ne désespère pas de voir des initiatives se réaliser : estudiantines, lycéennes, aux côtés de celles programmées par la tutelle pour tenter d'étoffer cette «éternelle capitale de la culture arabe» qu'est El Qods.

N. H.

Film consacré à Mostéfa Benboulaïd: «Le lion d'Algérie» sur écran par A.El Abci

«Le lion d'Algérie», oeuvre cinématographique relatant la vie du célèbre héros des Aurès, Mostéfa Benboulaïd, a été projetée avant-hier samedi, à 18 heures, au grand amphithéâtre du palais de la culture Malek Haddad. Cette projection s'est déroulée en présence du wali de Constantine, Abdelmalek Boudiaf, ainsi que de plusieurs directeurs de l'exécutif, les élus de la ville (APC) et ceux de la wilaya (APW).

Le ministre des Moudjahidine, dont le département figure parmi les producteurs de l'oeuvre, avec l'ENTV et le ministère de la Culture, dont la visite était annoncée, n'a finalement pas assisté, retenu par un meeting ayant eu lieu le même jour à Aïn Abid, une des communes du vieux rocher. Le film consacré au parcours militant du chahid de la cause nationale, Mostéfa Benboulaïd, est interprété à l'écran par le comédien Hssen Kechache et réalisé par Ahmed Rachedi. Cette réalisation rend un hommage particulier à celui qui, d'une manière des plus spectaculaires - qui a d'ailleurs laissé parfois ses geôliers de l'époque coloniale - s'est évadé de la prison du Coudiat (Constantine), réputée comme étant une forteresse, pour rejoindre le maquis et les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN).

L'oeuvre cinématographique, qui a coûté 230 millions de dinars, raconte ainsi l'itinéraire d'un militant tout dévoué à la libération des siens du joug du colonialisme, « qui ne reconnaît et ne recule que devant le rapport de force et l'action violente pour l'émancipation des peuples qu'il exploite », et l'exemple algérien en est la parfaite illustration. Il a pratiqué toutes les voies pacifiques, par le biais de la lutte politique, etc., mais rien n'y fit.

Pour rappel, autant le premier tour de manivelle que la plupart des séquences du film ont été tournés à plusieurs endroits de Constantine, notamment au niveau de son site le plus connu, le pont Sidi M'cid, alors que l'avant-première du film avait eu lieu fin 2008 à Alger en présence du président de la République.

La campagne électorale, selon la Ligue des droits de l'homme

par M. Aziza

Absence totale de débats contradictoires, occupation médiatique disproportionnée du candidat Bouteflika par rapport au reste des candidats, notamment dans les médias lourds et dans la presse publique, absence quasi totale des boycotteurs des élections notamment à la télévision. Tel est le résultat préliminaire du monitoring de la couverture médiatique de la campagne électorale, réalisé par une quinzaine d'étudiants algériens, à la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH). Cette étude a été parrainée par un réseau d'organismes arabes des droits de l'homme, en étroite collaboration avec International Media Support.

Des monitorings du genre ont été déjà réalisés en Tunisie, au Liban, en Palestine, en Egypte et plus récemment au Yémen, en Syrie, au Maroc et à Bahreïn. «Une manière de dire qu'une campagne électorale doit obéir à des standards

internationaux garantissant des élections libres et démocrates», a précisé Mostefa Bouchachi, président de la LADDH, hier, lors d'une conférence de presse animée au siège de la Ligue, à Alger.

Bouchachi a précisé qu'il s'agit là d'un résultat préliminaire et que le résultat final de cette étude sera rendu public après les élections, plus précisément au mois de mai prochain. Cette étude, a précisé le secrétaire général de la LADDH, Kheil Abdelmoumen, a été effectuée sur 11 titres de la presse écrites, parmi eux El Moudjahid, El Watan, Liberté, le Quotidien d'Oran, El Khabar, El Chourouk, ainsi que la télévision algérienne et la radio.

Sur la base de chiffres et sur analyse quantitative et qualitative de la matière médiatique traitée, il a été démontré que le candidat Bouteflika a eu la part du lion, avec 27,23% d'occupation d'espace médiatique. Alors que les boycotteurs n'ont eue que 1,72% d'occupation, «ce qui est très insignifiant pour maître Ali Yahia Abdenour», présent hier parmi les conférenciers. Le reste des candidats ont enregistré le même taux d'occupation de l'espace médiatique, entre 8 et 10%. Cette étude a fait également ressortir qu'il n'y avait pas assez de caricatures sur les élections (2%) et pas assez d'interviews (6%). Sur le plan qualitatif, l'analyse de la matière médiatique traitée a démontré que 73% des sujets médiatiques électoraux ont été traités avec le cachet positif, alors que la critique a été seulement de 14,1%. Autrement dit, absence flagrante de débats contradictoires mettant en relief la force des uns et la faiblesse des autres.

Au-delà de ces statistiques, le président de la ligue Mostefa Bouchachi a précisé, lors de son intervention, que les standards internationaux des élections existent et qu'une campagne doit plus ou moins se conformer à ces règles. Il a dans ce sens qualifié la campagne de «plaisanterie : ce n'est pas possible, on a injecté des milliards rien que pour les photos du candidat Bouteflika, partout à travers l'Algérie !». Il a ajouté que tout est joué d'avance : le candidat qui emportera les élections «a été connu le 12 novembre dernier, avec la révision de la Constitution ». Il poursuit : «Le terrain a été déjà nettoyé d'avance», regrettant le fait que «la démocratie ne cesse de régresser, et ce de 1992 à aujourd'hui». Il conclut en disant «qu'aujourd'hui, il y a un véritable (pas un fossé, mais un...) oued entre la classe qui gouverne et le peuple». Pour Ali Yahia Abdenour, «ces élections ne sont qu'une forme, le candidat sortant a été déjà élu le 12 novembre dernier». Et de s'interroger: «Des élections libres sont-elles possibles en Algérie ?». Avant de retracer l'ensemble des élections passées, pour dire que ce n'est pas le peuple qui choisit son président, mais c'est l'appareil militaire.

Enfin, les conférenciers se sont montrés très sceptiques quant au taux de participation. «Je ne pense pas que les citoyens vont voter le 9 avril», affirme Mostefa Bouchachi.

Les responsables de la LADDH se sont insurgés, par ailleurs, contre le refoulement par les autorités algériennes, à l'aéroport d'Alger, de Sihem Bensedrine, journaliste et militante tunisienne des droits de l'homme. Sihem Bensedrine, invitée par la LADDH, devait participer au programme de monitoring des médias, sachant qu'elle représente le groupe de travail arabe sur le monitoring des médias AWG-MM.

Laissons Madani Mezrag tranquille !



Par Hakim Laâlam
Email : laalamh@yahoo.fr

L'Algérie n'importera plus de somnifères. Je trouve cette mesure tout à faire logique. Nous en produisons d'excellents ici même.

Mohamed Teguia

C'est un exercice facile. Je dirais même plus, facil-macil ! S'en prendre à Madani Mezrag, lui reprocher avec de gros yeux furibards ses propos sur Benhamouda, lui en vouloir parce qu'il a déclaré à des confrères que «Abdelhak Benhamouda méritait de mourir, vu que lui aussi assassinait», c'est à la portée de n'importe qui. Tout comme il était facile de s'en prendre à Benhadj qui a craché sur la tombe encore chaude du numéro 2 des services algériens, le défunt Smaïn Lamari. Tout comme il était encore plus facile de s'émouvoir de la description volontairement minutieuse donnée par Mezrag des derniers râles d'un jeune soldat qu'il venait d'abattre froidement. Ces exercices faciles, nous les avons tous pratiqués. Moi en premier. Par contre, il est plus difficile de pratiquer un autre genre d'exercices. Et comme la difficulté ne me rebute pas, je vous invite à affronter ensemble la «difficulté». Allons-y ! D'abord, un constat. Madani Mezrag est parfaitement dans son rôle lorsqu'il se déclare satisfait et heureux de l'assassinat de Benhamouda. Mezrag est un assassin. Son job est d'assassiner. Lorsque des cibles que lui et ses compagnons se sont fixées sont atteintes, logiquement, ils ne peuvent que jubiler. Par contre, s'il faut incriminer une partie, quelle qu'elle soit, faut pointer l'index bien droit et bien ferme sur la poitrine de celui qui permet, en 2009, à Mezrag de brandir fièrement la tête de Benhamouda comme on le ferait d'un trophée de chasse. Qui lui a permis ? Moi ? Vous ? Qui a fait que des demi-sel, des truands reconvertis dans la boucherie de masse, coincés comme des rats dans leurs casemates avant 1999, en sortent après avril de cette année-là et viennent pisser aujourd'hui sur les tombes de nos martyrs ? Qui ? Moi ? Vous ? Ceux qui iront le 9 voter doivent savoir qu'ils conforteront non pas les seconds couteaux, les Mezrag et autre vermine verte, mais bien plutôt le premier couteau. Ne nous trompons pas de cible. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com

Culture : CINEMA
17 millions d'euros pour l'adaptation du dernier roman de Yasmina Khadra

Le réalisateur et producteur Alexandre Arcady, réalisateur du Grand pardon, va, dès le début de l'année 2010, débiter le tournage de l'adaptation cinématographique et audiovisuelle du roman Ce que le jour doit à la nuit de

cinématographique et audiovisuelle du roman Ce que le jour doit à la nuit de Yasmina Khadra.

Une production qui coûtera pas moins de 17 millions d'euros pour un roman vendu depuis la rentrée littéraire en France à 200 000 exemplaires. Le cinéaste français a obtenu en février dernier les droits du livre et l'adaptera donc pour le cinéma ainsi que pour la télévision, sous forme d'une mini-série en trois parties. Alexandre Arcady réalisera le film en Algérie, sur les lieux-mêmes où se situe l'action du roman : Oran et Rio Salado (El-Maleh).

R. C.

Mille couleurs pour un boycott !



Par Hakim Laâlam

Email : laalamh@yahoo.fr

Belkhadem anime un meeting en Kabylie. Encore une preuve que la région n'est pas totalement...

...sécurisée

Des cartons rouges brandis par des milliers de manifestants qui répondaient ainsi à l'appel du FFS à des marches à Béjaïa et à Tizi-Ouzou. Des drapeaux noirs hissés fièrement sur les frontons de la direction du RCD et de ses bureaux locaux. Enfin de la couleur dans cette campagne jusque-là dominée par le bleu. Fort justement, Karim Tabou assène : « Nous avons défié le mur de la terreur ! » Pas seulement, camarade ! Observe bien ce mur. Il est de plus en plus lézardé. Et face au « vent de réprobation » téléguidé et orienté pleines rafales sur ces deux formations, face aux « condamnations hamburger » qui s'abattent sur le RCD, Nordine Aït-Hamouda, homme debout, raille : « Ce sont là des réactions de vierges effarouchées. » Pas tout à fait, camarade ! Elles ne sont plus vierges depuis longtemps, les effarouchées. Ma mémoire est impuissante à dater leur défloraison, tellement elle remonte à loin. De couche en couche, de harem en harem, d'orgie en orgie, elles sont tout, sauf vierges, les vieilles garces. Concubines zélées, soubrettes promptes au désir des maîtres, elles sautillent de rendez-vous en rendez-vous, la jambe toujours aussi légère et lestée. Les tueurs ont leurs contrats à honorer. Elles, les rombières, ont aussi leurs contrats à déshonorer, leur part d'indignité à avaler. Jusqu'à la dernière goutte. Alors, oui ! Du rouge. Du noir. Du blanc, du jaune, du vert, qu'importe la couleur que chevauche la colère. La peur change de camp, solidement harnachée à un arc-en-ciel. IL EST POSSIBLE ! C'est faisable. Bouger sévèrement les fondations non conformes de ce régime. Par la mobilisation citoyenne pacifique. Car, à des dirigeants qui paniquent à la simple vue d'un carton rouge ou d'un morceau d'étoffe noir, il faut brandir des mouchoirs blancs et crier comme les jours de féria au pleutre toréador ou à la face du taureau grabataire : « Fuera ! » Mille couleurs pour un boycott ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L

Essebta ! Centoura ! Lah'zam ! La ceinture !



Par Hakim Laâlam
Email : laalamh@yahoo.fr

Pé sidentielle 2009. Dès leur arrivée à Alger, les observateurs africains ont déjà noté une anomalie :

Y a plusieurs candidats à cette élection !

Monsieur le grand patron du FMI, j'ai lu dans votre dernier rapport que les Algériennes et les Algériens devront se serrer la ceinture à l'avenir. C'est justement à ce sujet que je me permets de vous écrire aujourd'hui. Au sujet de la ceinture. Vous savez Monsieur le grand patron du Fonds monétaire international, nous Algériens avons une longue histoire avec la ceinture. Une histoire riche. Une histoire mouvementée. Une histoire pleine de rebondissements. Bref, tout cela pour en arriver à la principale information que je voulais vous communiquer, afin que vous ne persistiez pas dans l'erreur : **NOUS N'AVONS PLUS DE CEINTURE A SERRER !** Oui ! Oui ! Je sais, cela doit vous interloquer. On le serait à moins. Et pourtant, c'est la stricte vérité. Nous n'avons même plus de ceinture à serrer. C'est qu'à force d'obéir respectueusement et scrupuleusement à nos chers dirigeants qui nous ordonnent depuis la nuit des temps d'indépendance de nous serrer la ceinture, ce qui devait arriver, arriva ! Usée jusqu'à la corde, la ceinture a cassé. Au début, ce sont les fixations de la grosse boucle qui ont commencé à donner des signes de faiblesse. Ensuite, ce sont les trous gradués de la ceinture, lesquels à force d'être manipulés se sont exagérément largis pour se déchirer entièrement. Ensuite, c'est le cuir, rongé par notre sueur, tanné par les vilénies du temps, marqué par notre pouvoir d'achat de plus en plus riquiqui, ce cuir a rompu. Faut vous dire, Monsieur le Président du FMI, qu'une fois nos ceintures déchirées, nous ne sommes pas restés les bras croisés. Pour deux raisons au moins. D'abord, parce que lorsque votre ceinture vous lâche, il ne faut surtout pas vous croiser les bras, votre pantalon en tomberait. Ensuite, parce que sans ceinture, comment aurions-nous fait pour respecter vos augustes recommandations en matière de serrage de ceinture ? Nous nous sommes donc adressés tout naturellement à nos dirigeants pour leur demander de nouvelles et plus solides ceintures. Vous savez ce qu'ils nous ont répondu, Monsieur le grand patron du FMI ? Tout simplement que «l'on n'a plus besoin de ceinture lorsqu'on n'a plus de pantalon !» Voilà leur réponse, Monsieur ! Dès lors, vous comprendrez que sans ceinture et sans pantalon, nous en soyons réduits, nus comme des vers, à fumer du thé pour rester éveillés à ce cauchemar qui continue.

H. L.

www.tacervellesarrete.blogspot.com

Et maintenant, place au suspense !



Par Hakim Laâlam
Email : laalamh@yahoo.fr

Justice. Une première mondiale. 33 millions de personnes jugées le même jour. Le verdict devrait tomber vendredi.

5 ans de prison ferme

C'est écrit noir sur blanc dans les lois de la république. Une fois que la campagne électorale

est terminée, nous n'avons plus du tout le droit d'évoquer l'élection présidentielle. Sous quelque angle que ce soit. Finies les allusions perfides aux lièvres, au fait que la chasse à ces bestioles va commencer et que, des domiciles de beaucoup d'Algériens, des gens connus pour leur humour, va s'échapper une entêtante odeur de civet de lapin, demain jeudi. Finies aussi les remarques désobligeantes sur la vivacité extraordinaire de Mohamed Teguaia, son sens de l'impartialité désormais légendaire et sur ses appels républicains et légaux à l'arrachage collectif des affiches. Finie aussi la projection en boucle du film de science-fiction «Abdekka l'éradicateur». Terminée également l'extase provoquée par la vague bleue qui a déferlé sur nos villes et villages et qui a emporté ce qui restait encore de croyance en des lendemains qui changent. Plus question de gloser sur les moyens de l'Etat mis gracieusement au service de l'homme du système. Plus question de revenir sur le business des locaux commerciaux loués à tour de bras pour diffuser l'épopée d'Abdelkader El Mali. Tomber de rideau sur ces bus-balais déboulant tous gaz dehors, déversant leurs fonctionnaires de l'applaudissement, puis les réembarquant vers d'autres destinations à claques. Terminée la distribution télécommandée par le candidat bleu des labels «traître» «patriote» en fonction du courbage d'échine. De tout cela et de beaucoup d'autres choses encore, on ne peut plus parler, car la campagne électorale est terminée. Par contre, on peut encore aujourd'hui et demain évoquer ce suspense terrible qui va nous tarauder l'esprit et nous nouer l'estomac jusqu'à vendredi. Un suspense autour du seul enjeu de cette présidentielle. Pour l'annonce des résultats, le ministre de l'Intérieur se présentera-t-il devant les journalistes habillé en costume bleu nuit, bleu sombre, bleu pétrole ou bleu... électrique ? Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.
H. L.



Par Hakim Laâlam
Email : laalamh@yahoo.fr

**Ne laissez
personne
décider
à votre place !**

**Le fumeur de thé
qui vous donne
rendez-vous pour
les... 5 prochaines années.**

